



INSTITUT DE RECHERCHES SUR LE CAOUTCHOUC

HISTORIQUE

1990

BREVE HISTOIRE DE L'IRCA

L'IRCA d'aujourd'hui est l'aboutissement d'un long parcours qui commence au tout début du siècle en Indochine, avec la création par des sociétés françaises de grandes plantations industrielles d'hévéas.

Très vite, il est apparu à ces sociétés, comme à celles s'intéressant aux pays voisins, à hévéaculture plus ancienne (Malaisie, Indonésie, Sri Lanka, etc ...), la nécessité d'une solide organisation de la profession susceptible de limiter les déséquilibres entre la production et la consommation occasionnant des désordres préjudiciables aussi bien aux planteurs qu'aux manufacturiers. Et c'est ainsi que sont nés, dans les métropoles intéressées à l'hévéaculture, toute une série d'organismes nationaux en vue de "centraliser et de développer la documentation, la recherche, les applications et la propagande relatives au caoutchouc", notamment :

- RUBBER STICHTING (RS) en Hollande,
- BRITISH RUBBER DEVELOPMENT BOARD (BRDB) en Grande-Bretagne,
- et INSTITUT FRANCAIS DU CAOUTCHOUC (IFC) en France.

*
* *

L'IFC -maison-mère de la recherche hévéicole française, et qui a encore aujourd'hui une existence juridique (loi 1901), même si elle n'est plus guère engagée directement dans la recherche- est créé en 1936, juste après l'Accord de Règlement International du Caoutchouc (1934), dans les laboratoires de la Chaire de chimie organique du Collège de France, où le Professeur DELEPINE, titulaire de la chaire, veut bien l'accueillir. Les premiers travaux sont guidés par le Professeur DUFRAISSE à qui l'IFC est également redevable de la formation de ses cadres selon la discipline scientifique et la tradition de haute conscience du Collège de France.

Sous l'impulsion créatrice des Planteurs d'Indochine qui le financent intégralement, l'IFC connaît alors un essor si rapide qu'il doit acquérir, dès 1939 -avec de généreux concours venus de France mais aussi de l'étranger (hollandais et anglais)- l'immeuble du 42 rue Scheffer, y procéder à des importants aménagements et y installer des équipements de premier plan.

Peu après, en 1940, l'IFC crée en Indochine, également sur fonds en provenance des plantations, l'INSTITUT DE RECHERCHES SUR LE CAOUTCHOUC EN INDOCHINE -IRCI (à l'image des créations d'autres instituts outre-mer tels l'AVROS en Indonésie, le RRI en Malaisie, le RSL au Sri Lanka, etc ...) ; et même, amorce vers l'Afrique, dès 1942, une première action pour la création -mais cette fois sur fonds publics- d'un INSTITUT DE RECHERCHES SUR LE CAOUTCHOUC EN AFRIQUE -IRCA, lequel, cependant, sera rapidement conduit à suspendre ses activités (difficultés financières) jusqu'à sa réactivation définitive en 1955/1956.

Ainsi se trouve soulignée d'emblée l'intégration de l'IFC à la démarche internationale sur le développement du caoutchouc naturel, démarche incluant la mise en place, d'une part, de contingents de production pour équilibrer le marché, d'autre part, d'une double organisation visant à soutenir et à développer le marché :

. l'INTERNATIONAL RUBBER RESEARCH BOARD (IRRB) pour coordonner les recherches d'amélioration de la productivité,

. et l'INTERNATIONAL RUBBER DEVELOPMENT COMMITTEE (IRDC) pour l'accroissement des débouchés,

l'ensemble devant finalement être regroupé, en 1960, dans un organisme unique : l'INTERNATIONAL RUBBER RESEARCH AND DEVELOPMENT BOARD, l'IRRDB, qui existe toujours et constitue l'instance actuelle de regroupement au niveau international de tous les instituts de recherches sur le caoutchouc (au nombre de 13 aujourd'hui, bientôt 14).

*

* *

Tandis qu'à Paris, l'IFC développe ses activités de recherches technologiques, toujours à partir des fonds provenant des plantations d'Indochine (Vietnam et Cambodge) et, plus tard, de conventions de recherches passées tant avec des privés qu'avec la puissance publique et met au point son Ecole d'Enseignement Technique qui devient très courue, la situation en Indochine se dégrade. En 1953, l'Indochine est éclatée en "Vietnam", "Cambodge" et "Laos" ; ce qui conduit les planteurs à scinder l'IRCI en IRCV (Vietnam) et IRCC (Cambodge) (1). Et puis c'est Dien Bien Phu, en 1954, qui marque la fin de la guerre (française) au Vietnam. Au Cambodge, c'est encore à peu près la paix, mais les khmers rouges commencent à faire parler d'eux.

La guerre reprend insidieusement au Vietnam (guerre américaine). La situation des planteurs français -bien que non concernés en principe- devenant à nouveau très difficile, l'IFC -maintes fois sollicité d'ailleurs par les Autorités françaises- se préoccupe sérieusement de l'activation de l'IRCA (Côte d'Ivoire). C'est d'autant plus le moment que certaines sociétés oeuvrant au Vietnam et au Cambodge commencent à investir en Afrique et, en particulier, en Côte d'Ivoire, dans l'hévéaculture, les dommages de guerre perçus pour l'Indochine. Et l'IRCA démarre concrètement en 1955, à Bimbresso, sur fonds de la Coopération technique française et du budget ivoirien. Pendant 20 ans, des surfaces expérimentales seront plantées et des nouveaux laboratoires créés, conférant peu à peu à la station une stature de centre de recherches hévéicoles, moderne et actif.

Heureuse circonstance ; car en 1975, Saïgon et Phnom-Penh tombent. Plantations et instituts (IRCV et IRCC) changent de mains. Et, à Paris, l'IFC perd brutalement une grande partie de ses ressources, alors qu'il vient de décentraliser sur Le Mans une partie de ses laboratoires de technologie.

(1) qui ne sera véritablement opérationnel qu'en 1958.

Il faut licencier beaucoup de personnel, ce qui entraîne la vente des bâtiments acquis d'origine au 42 rue Scheffer, pour payer les indemnités de licenciement. C'est le GERDAT, GROUPEMENT D'ETUDES ET DE RECHERCHES POUR LE DEVELOPPEMENT DE L'AGRICULTURE TROPICALE -GIE réunissant tous les Instituts tropicaux français depuis 1970- qui achète avec des fonds publics. L'IFC ne conserve qu'un seul bâtiment, celui construit postérieurement et dans lequel s'est installé le siège parisien de l'IRCA.

Une partie des chercheurs de l'IFC peut néanmoins être recasée :

- au Mans, où se crée une structure séparée sur fonds publics à partir de ce qu'avait réalisé l'IFC, y compris des équipements et documentation IFC, mis à leur disposition pour la circonstance : l'IRAP, INSTITUT DE RECHERCHE APPLIQUEE SUR LES POLYMERES,
- et à l'IFOCA, autre nouvelle structure reprenant l'école d'Enseignement Technique IFC, dans un cadre professionnel,

Une autre partie est transférée à l'IRCA, notamment pour travailler dans les nouveaux laboratoires que le GERDAT installe à Montpellier avec en vue la création d'un vaste complexe de recherches agronomiques des régions chaudes où les Instituts membres pourront trouver des conditions de travail et un environnement scientifique satisfaisants.

Ces nouvelles dispositions prises, l'IFC n'a plus guère d'activité propre. Quelques revenus lui permettent néanmoins de payer des techniciens à l'IRCA. La décision est donc prise de regrouper toutes les activités IFC et IRCA, dans un seul organisme : l'IRCA, sigle qui signifie désormais : Institut de Recherches sur le CAoutchouc (et non plus ... le Caoutchouc en Afrique). L'IRCA reprend ainsi à son compte le flambeau de la recherche hévéicole française que détenait l'IFC.

*
* *

De son côté, le GERDAT, par la volonté des pouvoirs publics, s'oriente vers une intégration juridique de ses membres, l'idée étant d'obtenir la dissolution des Instituts moyennant leur reprise comme Départements d'un Etablissement Public à Caractère Industriel et Commercial (EPIC). Celui-ci, le CENTRE DE COOPERATION INTERNATIONALE EN RECHERCHE AGRONOMIQUE POUR LE DEVELOPPEMENT (CIRAD) est officiellement créé en 1984.

Parallèlement en Côte d'Ivoire, les biens des Instituts du GERDAT, dont la plupart avait créé une base solide dans le pays -à commencer par l'IRCA- sont "remis" aux autorités ivoiriennes. L'IRCA conserve encore la gestion de la station de Bimbresso, mais par délégation de la "Représentation CIRAD à Abidjan" gestionnaire en titre, sur convention avec le Ministère ivoirien de la Recherche, de l'ensemble des Instituts oeuvrant au sud de la Côte d'Ivoire.

Le 1er janvier 1985, le CIRAD est en place et commence à fonctionner. L'IRCA en est le Département "Caoutchouc". Son pôle "Montpellier" est solide et en expansion. Le pôle "IRCA-Côte d'Ivoire" l'est peut-être moins, mais le travail se poursuit ; ce qui n'empêche pas d'imaginer un certain déploiement :

- en Afrique, via l'ASSOCIATION PROFESSIONNELLE DU CAOUTCHOUC EN AFRIQUE (ACNA) qui vient d'être créée et dont l'IRCA est Conseiller technique (comme autres instituts du caoutchouc que l'IRCA en Afrique, il n'y a guère que celui du Nigéria qui tourne au ralenti),
- en Amérique du Sud, en renforçant la base "Guyane", seule région de l'"Europe" tropicale humide et sans cyclone, donc susceptible de produire du caoutchouc naturel (la CEE en importe 800.000 tonnes/an), et tremplin vers les pays hévéicoles du continent Sud-américain,
- en Asie, où se trouvent 90 % des plantations mondiales d'hévéas, en Indonésie notamment, mais aussi au Vietnam et au Cambodge où les planteurs et chercheurs d'hier et d'aujourd'hui se verraient bien reprendre une coopération à profit partagé.

Tel est l'IRCA de début 1990, Département Caoutchouc du CIRAD, autonome dans le cadre de l'EPIC, engagé dans des recherches "porteuses", ouvert sur une gamme variée d'horizons, et oeuvrant moitié sur Enveloppe Recherche, moitié sur Ressources Propres.

INTERNATIONAL RUBBER RESEARCH AND DEVELOPMENT BOARD

I.R.R.D.B.

RAPPORT ANNUEL 1988 (en annexe)

STATUTS DE L'IFC
STATUTS DE L'IRCA
DISSOLUTION DE L'IRCA
BREVE HISTOIRE DU CAOUTCHOUC
L'ARBRE A CAOUTCHOUC
FABRICATION DU CAOUTCHOUC NATUREL

I N S T I T U T F R A N C A I S D U C A O U T C H O U C

(I . F . C .)

(Association sous le régime de la Loi du 1.7.1901)

S T A T U T S

(après modifications par l'Assemblée Générale du
27 septembre 1973)

TITRE I - BUT ET COMPOSITION DE L'INSTITUT FRANCAIS DU CAOUTCHOUC

Article 1

L'Institut Français du Caoutchouc (I.F.C.) est une association régie par la Loi du 1er juillet 1901.

Article 2

Son siège social est à Paris, au lieu fixé par le Conseil d'Administration. Il pourra être transféré en tout autre lieu, en France, par simple décision du Conseil.

Article 3

L'Association a essentiellement pour but :

- recueillir la documentation et poursuivre en France ou à l'étranger les études, les recherches et expériences scientifiques et techniques sur la culture de l'hévéa, les caoutchoucs et les plastiques, tendant à :
 - . la valorisation rapide et systématique des qualités,
 - . l'abaissement continu des prix de revient,
 - . le développement toujours plus élargi des débouchés ;
- mener par tous les moyens appropriés une action de propagande auprès des utilisateurs ;
- assurer des liaisons étroites et permanentes avec les Instituts similaires étrangers ;

- conseiller, diriger, subventionner, prendre en charge en tout ou en partie :
 - . des établissements scientifiques poursuivant des buts semblables aux siens,
 - . les bulletins, publications, mémoires, conférences, expositions, bourses ;
- et, généralement, toute activité concourant aux mêmes buts.

A ces fins, elle s'éclaire des conseils des plus hautes personnalités administratives, industrielles, agricoles et techniques du monde du Caoutchouc, rassemblées au sein d'un Conseil Supérieur.

Ce Conseil, consultatif, dont les membres sont choisis par le Conseil d'Administration, est réuni au moins une fois par an sous la Présidence du Président de l'Association.

Article 4

La durée de l'Institut Français du Caoutchouc est illimitée. Sa dissolution pourra être prononcée comme il est dit aux articles 14 et 16, ci-après.

Article 5

L'Institut se compose de personnes physiques ou morales inscrites :

- soit comme Membres d'Honneur,
- soit comme Membres Titulaires,
- soit comme Membres Actifs.

Peuvent être Membres d'Honneur les personnalités ayant une compétence reconnue dans les matières étudiées par l'Institut.

Peuvent être Membres Titulaires les personnes physiques ou morales exploitant pour leur compte une plantation.

Peuvent être Membres Actifs les personnes physiques ou morales, les Syndicats, Coopératives ou Associations intéressées à la production du caoutchouc.

Les Membres doivent être agréés par l'Assemblée Générale sur proposition du Conseil d'Administration.

La qualité de Membre de l'Institut Français du Caoutchouc se perd :

- 1°) par l'incapacité civile,
- 2°) par la démission adressée au Président avec préavis de trois mois précédant le 1er janvier de l'année,
- 3°) par la radiation prononcée pour non paiement de la cotisation ou pour motif grave par le Conseil d'Administration, le Membre intéressé ayant été appelé préalablement à fournir ses explications.

Le décès, la démission et l'exclusion d'un Sociétaire ne mettent pas fin à l'Institut, qui continue d'exister entre les autres Sociétaires.

TITRE II - ADMINISTRATION

Article 6

L'Institut Français du Caoutchouc est administré par un Conseil comprenant cinq membres au minimum et quinze au plus, tous élus par l'Assemblée Générale, sur proposition du Conseil d'Administration.

La durée du mandat d'Administrateur sera de six ans. Le Conseil sera renouvelé par tiers tous les deux ans. Pour les premières applications de cette disposition, le sort indiquera l'ordre de sortie. Une fois le roulement établi, le renouvellement aura lieu automatiquement en fonction de l'ancienneté.

Les Membres sortants sont rééligibles.

En cas de décès ou de démission d'un Administrateur, le Conseil peut pourvoir à son remplacement, sous réserve de ratification par l'Assemblée Générale.

Les pouvoirs des Membres ainsi nommés prennent fin à l'époque où devait normalement expirer le mandat des Membres remplacés.

Un Collège d'Honneur est constitué auprès du Conseil

Article 7

Le Conseil choisit parmi ses Membres Actifs un Président, un ou deux Vice-Présidents, qui forment le Bureau.

Le Conseil peut s'adjoindre un Secrétaire permanent.

Article 8

Le Conseil se réunit sur convocation de son Président ou, en son absence et par délégation, d'un Vice-Président, ou sur la demande de la moitié de ses Membres.

La présence de trois de ses Membres au moins est nécessaire pour la validité des délibérations.

En cas d'empêchement, chacun des Membres peut se faire représenter par un autre Administrateur, chaque Administrateur ne pouvant cependant recevoir que deux délégations.

Il est tenu procès-verbal des délibérations. Les procès-verbaux sont signés par le Président de séance et le Secrétaire.

Article 9

Les décisions du Conseil sont prises à la majorité des voix des Membres présents. En cas de partage, la voix du Président est prépondérante.

Article 10

Le Conseil est investi des pouvoirs les plus étendus pour la direction et l'administration de l'Association.

Il délègue statutairement ses pouvoirs au Président du Conseil qui représente l'I.F.C. en justice et dans ses rapports avec les tiers.

Le Président signe valablement les ordonnances de paiement, les retraits ou décharges de toutes sommes.

Il ne peut toutefois procéder à l'aliénation, au transfert ou à des hypothèques des biens immobiliers sans avoir reçu au préalable l'assentiment du Conseil.

Le Président peut subdéléguer tout ou partie de ses fonctions, soit à un Administrateur, soit à toute autre personne choisie en dehors du Conseil, soit généralement, soit par mandat spécial pour un ou plusieurs objets déterminés, ces mandataires devant rendre compte de leur mandat au Président du Conseil d'Administration.

Article 11

Les fonctions d'Administrateur sont gratuites, sauf éventuellement celles de Président Directeur Général ou celles de Vice-Président Directeur Général qui pourront recevoir une rémunération décidée par le Conseil.

TITRE III - ASSEMBLEE GENERALE

Article 12

L'Assemblée Générale comprend les Membres d'Honneur, les Membres Titulaires et les Membres Actifs.

Elle se réunit tous les ans avant le 31 juillet sur la convocation du Président. Elle peut, en outre, être convoquée extraordinairement par décision du Conseil ou sur la demande de la moitié des Membres de l'Association.

Chaque Membre peut s'y faire représenter.

L'Assemblée Générale entend les rapports sur la gestion du Conseil, sur la situation financière et morale de l'Association.

Elle approuve les comptes de l'exercice clos, fixe les cotisations, délibère sur les questions mises à l'ordre du jour et pourvoit, s'il y a lieu, au renouvellement des Membres du Conseil.

Article 13

Les décisions sont prises à la majorité des Membres présents ou représentés.

Les procès-verbaux des séances de l'Assemblée Générale sont signés par le Président et le Secrétaire de l'Assemblée.

Article 14

La modification des statuts, la dissolution anticipée, la fusion ou l'union de l'Institut avec d'autres Associations ne peuvent être décidées que sur la proposition du Conseil d'Administration, par une Assemblée composée de la moitié au moins des Membres et ses délibérations devront être prises à la majorité des deux tiers au moins des Membres présents ou représentés.

Si, sur une première convocation, l'Assemblée n'a pu réunir le nombre prescrit des Membres, il pourra être convoqué, à quinze jours d'intervalle, une deuxième Assemblée qui délibérera valablement à la majorité absolue, quel que soit le nombre des Membres présents ou représentés.

TITRE IV - RESSOURCES ET FONDS DE RESERVE DE L'INSTITUT FRANCAIS DU CAOUTCHOUC

Article 15

Les ressources de l'I.F.C. se composent :

- des cotisations de ses Membres Titulaires et Actifs fixées annuellement par l'Assemblée Générale et dues pour l'année entière, même au cas de démission ou d'exclusion en cours d'année. La cotisation des Membres Titulaires, d'un taux uniforme, est calculée sur le kilo de caoutchouc produit. La cotisation des Membres Actifs est une somme fixe, la même pour tous. La qualité de Membre d'Honneur ne comporte pas de cotisation ;
- des subventions qui pourraient lui être accordées conformément aux lois et règlements en vigueur ;
- des taxes qui pourraient être instituées et qui seraient affectées à son fonctionnement ;
- du revenu de ses biens de toute nature ;
- et, d'une façon générale, des ressources provenant de ses activités diverses dans le cadre de son objet statutaire.

Un fonds de réserve pourra être constitué et alimenté notamment par les économies qui auront pu être réalisées à partir de ces ressources ou par des cotisations spéciales fixées par l'Assemblée Générale.

Les comptes de l'Association sont arrêtés au trente et un décembre de chaque année.

TITRE V - DISSOLUTION ET LIQUIDATION

Article 16

En cas de dissolution volontaire ou forcée de l'I.F.C., l'Assemblée Générale désignera un ou plusieurs liquidateurs, qui auront les pouvoirs les plus étendus pour recouvrer l'actif, payer le passif et faire toutes les opérations nécessaires.

L'actif sera attribué, par délibération de l'Assemblée, conformément à la loi.

Article 17

Tous pouvoirs sont donnés au porteur d'un original des présentes pour faire toutes déclarations.

Paris, le 27 Septembre 1973.

INSTITUT DE RECHERCHES SUR LE CAOUTCHOUC

(Association sous le régime de la loi du 1.7.1901)

S T A T U T S

(Après modifications par
Assemblée Générale Ordinaire du 27 juin 1978)

TITRE I - BUT ET COMPOSITION DE L'INSTITUT DE RECHERCHES SUR LE CAOUTCHOUC

Article 1

L'Institut de Recherches sur le Caoutchouc, Association régie par la loi du 1.7.1901, a son Siège Social à Paris, au lieu fixé par le Conseil d'Administration.

Article 2

L'Association a essentiellement pour but :

- entreprendre toutes études, recherches, prospections et expériences sur l'hévéa ou toute autre plante à latex en vue d'améliorer leur culture ou leur exploitation, ainsi que les procédés d'extraction, de préparation ou de transformation.

Elle pourra notamment à ce titre :

- . subventionner et diriger les divers établissements scientifiques chargés de l'amélioration de la culture des plantes à latex,
- . prendre en charge sous sa direction, en tout ou partie, les aménagements, la construction et l'exploitation des stations d'essais, ateliers expérimentaux ;
- étudier les débouchés du caoutchouc et engager toutes recherches pour accroître sa consommation ;
- mener par tous les moyens appropriés, une action de propagande auprès des producteurs, utilisateurs ou toute autre personne intéressée au caoutchouc.

L'Association s'interdit toute recherche de bénéfices en vue de répartitions ultérieures.

Le produit de ses opérations, s'il en est un, devra être employé à des fins désintéressées : recherches, subventions, etc.

Article 3

La nomination aux emplois de caractère administratif :

Directeur Général, Secrétaire Général, Chef de Comptabilité ou de caractère scientifique :

Directeur de la Recherche, Ingénieurs de Recherches

lorsqu'ils sont occupés par des Fonctionnaires de l'Etat ou d'Etablissements Publics de l'Etat,

est prononcée avec l'approbation du Gouvernement.

Article 4

La durée de l'Institut est illimitée. Sa dissolution pourra être prononcée comme il est dit aux articles 10, 15 et 18 ci-après.

Article 5

L'Association se compose de personnes physiques ou morales inscrites :

- soit comme Membres d'Honneur,
- soit comme Membres Titulaires,
- soit comme Membres Actifs.

Peuvent être Membres d'Honneur, les personnalités ayant une compétence reconnue dans les matières étudiées par l'Institut.

Peuvent être Membres Titulaires, les personnes physiques ou morales exploitant pour leur compte une plantation.

Peuvent être Membres Actifs, toutes autres personnes physiques ou morales, intéressées à la production, à la transformation, au transport, au commerce ou à l'utilisation du caoutchouc.

Les Membres doivent être agréés par le Conseil d'Administration. Leur admission donne lieu au versement d'une cotisation annuelle.

La qualité de Membre de l'Association se perd :

- 1°) par l'incapacité civile,
- 2°) par la démission adressée au Président,
- 3°) par la radiation prononcée pour non paiement de la cotisation ou pour motif grave, par le Conseil d'Administration, le Membre intéressé ayant été appelé préalablement à fournir ses explications.

Le décès, la démission et l'exclusion d'un associé ne mettent pas fin à l'Association qui continue d'exister entre les autres Membres.

Article 6

Les cotisations des Membres Titulaires et Actifs sont fixées annuellement par l'Assemblée Générale et sont dues pour l'année entière même en cas de démission ou d'exclusion en cours d'année. La cotisation des Membres Titulaires pourra être calculée sur la production. La cotisation des Membres Actifs est une somme fixe.

La qualité de Membre d'Honneur ne comporte pas de cotisation.

TITRE II - ADMINISTRATION

Article 7

L'Institut est administré par un Conseil comprenant des Membres "es-qualités" et des Membres élus.

Sont Membres "es-qualités" :

- deux représentants du Ministre chargé de la Coopération,
- le Délégué Général à la Recherche Scientifique et Technique ou son représentant,
- un représentant du Ministre des Affaires Etrangères,
- un représentant du Ministre de l'Agriculture,
- un représentant du Ministre de l'Economie et des Finances,

- le Directeur de l'O.R.S.T.O.M. ou son représentant,
- le Directeur de l'Institut National de la Recherche Agromique ou son représentant,
- le Directeur Général de la Caisse Centrale de Coopération Economique ou son représentant,
- un représentant de l'Institut Français du Caoutchouc,
- un représentant de tout Etat dans lequel l'Institut exerce des activités permanentes s'il en formule la demande.

Les membres élus sont des personnes physiques ou morales choisies parmi les membres de l'Association et désignées par l'Assemblée Générale sur proposition du Conseil d'Administration.

Il s'y ajoute deux représentants élus du Comité d'Entreprise, dont l'un du premier collège et l'autre du second collège. Le nombre total des membres élus ne peut dépasser celui des membres es-qualités.

En dehors des représentants du personnel, les membres élus du Conseil d'Administration seront désignés pour une durée de six ans et renouvelables par moitié tous les trois ans.

Pour les premières applications de cette disposition le sort indiquera l'ordre de sortie. Une fois le roulement établi, le renouvellement aura lieu automatiquement en fonction de l'ancienneté.

En cas de vacance, le Conseil peut pourvoir au remplacement des personnalités dont le choix lui incombe, sous réserve de ratification par la plus prochaine Assemblée Générale.

Les pouvoirs des Membres ainsi nommés prennent fin à l'époque où devait normalement expirer le mandat des Membres remplacés.

Article 8

Le Conseil choisit parmi ses Membres un Président et un ou deux Vice-Présidents qui forment le Bureau.

Le Bureau est élu pour trois ans. Les Membres sortants sont rééligibles.

Dans le cas où le Président se trouve empêché d'exercer ses fonctions, il peut déléguer tout ou partie de ses pouvoirs à l'un des Vice-Présidents.

Cette délégation renouvelable est toujours donnée pour une durée limitée.

Si le Président est dans l'incapacité temporaire d'effectuer cette délégation, le Conseil d'Administration peut y procéder d'office dans les mêmes conditions.

Le Conseil d'Administration s'adjoit un secrétaire permanent.

Le Président pourra être assisté d'un Comité composé, outre le Président, du ou des Vice-Présidents et de 3 à 7 membres choisis parmi ses membres par le Conseil d'Administration.

Le Président le réunira pour en prendre l'avis à titre consultatif.

Le Comité sera renouvelé tous les 3 ans lors du renouvellement partiel du Conseil d'Administration.

Article 9

Le Conseil se réunit sur convocation du Président ou sur la demande du tiers de ses membres.

La présence de la moitié de ses membres au moins est nécessaire pour la validité des délibérations ordinaires; en cas d'empêchement, chacun des membres peut se faire suppléer par une personne agréée par le Président du Conseil d'Administration.

Il est tenu procès-verbal des délibérations. Les procès-verbaux sont signés par le Président de séance et le Secrétaire.

Article 10

Les décisions du Conseil sont prises à la majorité des voix des membres présents ou représentés. En cas de partage, la voix du Président est prépondérante.

Toutefois, les décisions visant à saisir l'Assemblée d'une proposition de dissolution anticipée de l'Association ou de sa fusion avec une autre Association, devront réunir au moins 50 % des voix des Membres "es-qualités" et 50 % des voix des Membres élus.

Article 11

Le Conseil est investi des pouvoirs les plus étendus pour la direction et l'administration de l'Association.

Il délègue statutairement ses pouvoirs au Président du Conseil qui représente l'Association en Justice et dans ses rapports avec les tiers.

Le Président signe toutes pièces relatives aux paiements, retraits ou décharges de toutes sommes.

Il ne peut toutefois procéder à l'aliénation ou au transfert de biens immobiliers sans avoir reçu au préalable l'assentiment du Conseil.

Le Président peut subdéléguer tout ou partie de ses fonctions et pouvoirs, soit à un administrateur, soit à toute autre personne choisie en dehors du Conseil, soit généralement, soit par mandat spécial pour un ou plusieurs objets déterminés, ces mandataires devant rendre compte de leur mandat au Président du Conseil d'Administration. Le Président nomme et révoque le personnel ; il fixe les conditions de son emploi.

Article 12

Les fonctions d'Administrateur sont gratuites.

TITRE III - ASSEMBLEE GENERALE

Article 13

L'Assemblée Générale comprend les Membres d'Honneur, les Membres Actifs et les Membres Titulaires.

Elle se réunit tous les ans avant le 31 Juillet sur la convocation du Président. Elle peut en outre être convoquée extraordinairement par décision du Conseil ou sur la demande du quart des membres de l'Association.

Chaque membre peut s'y faire représenter mais seulement par un autre membre.

L'Assemblée Générale entend les rapports sur la gestion du Conseil, sur la situation financière et morale de l'Association.

Elle approuve les comptes de l'exercice clos, fixe les cotisations, délibère sur les questions mises à l'ordre du jour et pourvoit, s'il y a lieu, au renouvellement des membres du Conseil.

Article 14

Les décisions sont prises à la majorité des membres présents ou représentés.

Les procès-verbaux des séances de l'Assemblée Générale sont signés par le Président et le Secrétaire de l'Assemblée.

Article 15

La modification des statuts, la dissolution anticipée, la fusion de l'Institut avec d'autres Associations ne peuvent être décidées que sur la proposition du Conseil d'Administration par une Assemblée composée de la moitié au moins des Membres et ses délibérations devront être prises à la majorité des deux tiers au moins des Membres présents ou représentés.

Si, sur une première convocation, l'Assemblée n'a pu réunir le nombre prescrit de Membres, il pourra être convoqué à 15 jours d'intervalle, une deuxième Assemblée qui délibérera valablement à la majorité, quel que soit le nombre des Membres présents ou représentés.

TITRE IV - RESSOURCES DE L'ASSOCIATION

Article 16

Les ressources de l'Institut se composent :

- des cotisations de ses Membres,
- des subventions, dotations ou produits de taxes,
- des fonds de concours des particuliers ou de collectivités,
- du revenu de ses biens et, d'une façon générale, des ressources provenant de ses activités diverses dans le cadre de son objet statutaire.

L'exécution du budget s'effectue sous le contrôle du Conseil d'Administration et, dans l'intervalle des réunions, du Président.

L'exercice va du 1er Janvier au 31 Décembre de chaque année.

TITRE V - CONTROLE

Article 17

Les activités de l'Institut sont suivies par un Contrôleur d'Etat et par un Commissaire du Gouvernement.

Le Contrôleur d'Etat est désigné par le Ministre de l'Economie et des Finances pour exercer sur l'Institut le contrôle économique et financier de l'Etat conformément aux dispositions du décret n° 55-733 du 26 Mai 1955.

Le Commissaire du Gouvernement est nommé par l'Autorité de tutelle.

Le Contrôleur d'Etat et le Commissaire du Gouvernement assistent aux séances de l'Assemblée Générale, du Conseil d'Administration et de divers Comités.

TITRE VI - DISSOLUTION ET LIQUIDATION

Article 18

En cas de dissolution volontaire, statutaire ou forcée de l'Association, l'Assemblée Générale désignera un ou plusieurs liquidateurs qui auront les pouvoirs les plus étendus pour recouvrer l'actif, payer le passif et faire toutes les opérations nécessaires.

L'actif sera attribué par délibération de l'Assemblée à un ou plusieurs établissements existants ou à créer dont l'activité aura un objet similaire à celui de l'Association. Cette attribution sera soumise à la ratification des Pouvoirs Publics. Au cas où aucune proposition valable ne pourrait être présentée, le Ministre chargé

de la Coopération sera saisi en vue de décider de la dévolution des biens.

Article 19

Tous pouvoirs sont donnés au porteur d'un original des présentes pour faire toutes déclarations.

Paris, le 27 Juin 1978.

I R . C A

ASSEMBLEE GENERALE EXTRAORDINAIRE

20 décembre 1984

DISSOLUTION

L'an mil neuf cent quatre vingt-quatre, le jeudi 20 décembre, à 12 h 15, à Paris, 42, rue Scheffer, se sont réunis en ASSEMBLEE GENERALE EXTRAORDINAIRE, sous la présidence de Monsieur R. de PADIRAC, Président de l'IRCA :

- Monsieur le Directeur, Sous-Direction du Développement Rural, Ministère des Relations Extérieures, Coopération/Développement, représenté par M. BOULLAND
- Monsieur le Directeur des Projets de Développement, Sous-Direction de la Recherche et de l'Information Scientifique, Ministère des Relations Extérieures, Coopération/Développement, représenté par M. BOULLAND
- Monsieur le Ministre de la Recherche et de la Technologie, représenté par M. CAUDRON
- Monsieur le Directeur du Trésor, Ministère de l'Economie, des Finances et du Budget, représenté par M. BOURDELAT
- Monsieur le Ministre de l'Agriculture de la République de Côte d'Ivoire, représenté par M. KOFFI KONAN
- Monsieur le Ministre de l'Education Nationale et de la Recherche Scientifique de la République de Côte d'Ivoire, représenté par M. KOFFI KONAN
- Monsieur le Ministre de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche Scientifique de la République Unie du Cameroun, représenté par M. BITONG
- Monsieur le Directeur Général de l'I.N.R.A., représenté par M. BICHAT
- Monsieur le Directeur Général de la C.C.C.E., représenté par M. BAILLIEZ
- Monsieur le Président de l'I.F.C., J. ROULAND
- Monsieur COMPAGNON
- La Société Africaine Forestière Agricole, représentée par M. DURAND
- La Société Africaine des Plantations d'Hévéas, représentée par M. de LABOULAYE
- La Société Internationale des Plantations d'Hévéas, représentée par M. POLTON
- L'Union des Producteurs de Caoutchouc Naturel, représentée par M. POLTON
- les représentants du personnel :

. M. JACOB

. Mme THOUVENOT

ETAIENT EXCUSES

- Monsieur le Directeur de la Coopération Scientifique et Technique
Ministère des Relations Extérieures
- Monsieur le Ministre de l'Agriculture
- Monsieur le Directeur Général de l'ORSTOM
- la Compagnie des Caoutchoucs de Pakidié

ASSISTAIENT A LA REUNION

- Monsieur le Commissaire du Gouvernement (Recherche) L. CAUDRON
- Monsieur l'Administrateur Général du GERDAT, H. BICHAT
- Monsieur J. CAMPAIGNOLLE, Directeur Général de l'IRCA
- Mademoiselle M. TOUSSAINT, Secrétaire Général de l'IRCA

*
* *

Le Président demande à Monsieur de LABOULAYE et à Monsieur BOULLAND de bien vouloir remplir les fonctions de scrutateurs et rappelle l'ordre du jour :

- PROJET DE DISSOLUTION DE L'INSTITUT
(article 19 du décret constitutif du Centre de Coopération internationale en recherche agronomique pour le développement-CIRAD).

*
* *

A N N E X E

- RESOLUTIONS ADOPTEES PAR L'A.G.E.

RESOLUTIONS ADOPTEES PAR
L'ASSEMBLEE GENERALE EXTRAORDINAIRE DE L'IRCA
REUNIE LE VINGT DECEMBRE MIL NEUF CENT QUATRE VINGT QUATRE

PREMIERE RESOLUTION

Conformément aux statuts de l'Association et après avoir entendu les communications du Président et du Directeur Général, les membres de l'Association IRCA ayant entendu, d'autre part, lecture du procès-verbal de la réunion extraordinaire du Comité d'Entreprise et la communication du Secrétaire Général sur le rapport des Commissaires aux Apports au 31 décembre 1983 et sur l'évolution de la situation en 1984, décident :

- la dissolution de l'Association à dater du 1er janvier 1985
- et la dévolution de ses droits, biens meubles et immeubles, obligations, activités, conventions et marchés et, d'une manière générale, de tout élément entrant dans la composition de l'actif et du passif au CIRAD, Centre de Coopération Internationale en Recherche Agronomique pour le Développement, Etablissement Public à caractère Industriel et Commercial, créé par le décret n° 84-429 du 5 juin 1984, à la date du 1er janvier 1985, sous réserve :
 - de la préservation du potentiel actuel de recherches "caoutchouc" financées par l'enveloppe recherche au sein d'un département spécialisé qui s'appellera IRCA (Institut de Recherches sur le Caoutchouc) pour bien souligner la pérennité des activités, le sigle lui-même devenant la propriété exclusive du CIRAD ;
 - que les biens meubles et immeubles de l'IRCA dévolus soient affectés au département IRCA. Le CIRAD fera son affaire des arrangements nécessaires pour que le département IRCA puisse continuer à oeuvrer dans ses implantations en France et à poursuivre ses activités de coopération à l'étranger en respectant ses engagements internationaux.
 - de la reprise du personnel de l'IRCA par le CIRAD, à compter de la date de dissolution de l'Institut (article 19 du décret n° 84-429 du 5 juin 1984). En première affectation, le personnel relèvera du département IRCA. Il conservera ses avantages acquis (accord cadre du 26 octobre 1984). Garantie est donnée par l'Autorité de tutelle que les engagements pris à l'égard du personnel, notamment en matière de retraite, sont repris dans le statut du personnel CIRAD et approuvés par son Conseil. Tout engagement et licenciement, concernant le département, seront réalisés par le CIRAD sur proposition du département ;
 - que le département IRCA jouisse de l'autonomie de gestion dont le principe a été admis par lettre ministérielle du 24 octobre 1984. Dans le cadre du règlement financier de l'Etablissement, le département IRCA disposera d'un budget propre dont il sera responsable vis-à-vis du Directeur Général du CIRAD, et de un ou plusieurs comptes en banque individualisés. Il sera responsable de la négociation et de la signature des conventions et marchés et conservera le montant, la gestion et l'emploi de ses ressources propres. Le CIRAD lui assurera trois mois de trésorerie ;

- que la représentation dans les organismes internationaux spécialisés soit assurée directement par le département ;
 - qu'un comité de programme du département soit constitué conformément à l'article 14 du décret constitutif du CIRAD, ce comité de programme comprenant deux instances :
 - . un conseil de département à vocation socio-économique et financière, composé des utilisateurs de la recherche français et étrangers : responsables nationaux de recherche et de développement sur le caoutchouc, professionnels, planteurs et dirigeants de sociétés d'Etat, mixtes et privées ; il propose et suit les objectifs à atteindre; il choisit son Président, étant entendu que dans un premier temps, ce poste doit être occupé par l'actuel Président de l'IRCA, afin de ne pas mettre en question la fonction de Vice-Président de l'IRRDB qu'il assume depuis de longue date ;
 - . des personnalités scientifiques et techniques réunies en Comité scientifique et technique du caoutchouc (CSTC), déterminant les moyens de recherche nécessaires pour atteindre ces objectifs ; le comité choisit son Président et son secrétaire. Ses conclusions sont étudiées par le Conseil de département ;
- 1/3 des membres de ces instances sera composé de représentants élus du personnel, conformément à la législation en vigueur.

DEUXIEME RESOLUTION

Des filiales seront créées auprès du département pour les besoins des activités de recherche et de développement sur le caoutchouc, chaque fois que de besoin, éventuellement par pays, pour régler des problèmes particuliers ou mettre au point des structures locales.

TROISIEME RESOLUTION

Des mises à disposition entre CIRAD et autres centrales scientifiques agronomiques et techniques françaises seront assurées en vue de renforcer les liaisons.

QUATRIEME RESOLUTION

L'Assemblée Générale désigne Mlle TOUSSAINT comme Administrateur ad hoc de la dévolution avec pouvoirs les plus étendus pour arrêter et présenter les comptes de l'exercice 1984 certifiés conformes par l'expert comptable et faire toutes les opérations nécessaires pour assurer matériellement la dévolution de l'actif et du passif au CIRAD et tout ce qui y est afférent. Mlle TOUSSAINT a la faculté de déléguer certains de ses pouvoirs à un ou plusieurs mandataires, afin de mener à bien des missions particulières. L'Assemblée Générale désigne M. S. COLIN en qualité de suppléant. La mission de l'Administrateur est précisée dans l'annexe jointe à la présente résolution et qui en fait partie intégrante.

CINQUIEME RESOLUTION

Compte tenu du fait que la dissolution du GERDAT (Groupement d'Intérêt Economique) est susceptible d'intervenir en dernier ressort, l'Assemblée Générale confie au CIRAD, en application de l'article 25 du contrat de constitution, le pouvoir de se substituer à l'IRCA pour l'ensemble des droits et obligations que l'Institut a contracté lors de la constitution et au cours de la vie juridique administrative et financière du Groupement.

SIXIEME RESOLUTION

Les cinq résolutions ci-dessus seront présentées au prochain Conseil d'Administration du CIRAD.

*
* *

VOEU

L'Assemblée Générale souhaite que les facilités accordées par l'Institut Français du Caoutchouc à l'Institut de Recherches sur le Caoutchouc puissent être conservées au département IRCA et, à cette fin, demande que le Président de l'Institut Français du Caoutchouc inscrive cette question à l'ordre du jour d'une prochaine réunion de son Conseil.



BREVE HISTOIRE DU CAOUTCHOUC

La connaissance du caoutchouc naturel se perd dans la nuit des temps précolombiens en Amérique centrale.

Il apparaît d'abord sous la forme d'un jeu de ballon en caoutchouc (olmèques et mayas). Les cultures plus récentes (jalteques et aztèques) continuent le jeu et lui ajoutent des utilisations thérapeutiques, religieuses et guerrières. Cortès rapporte des balles de caoutchouc mais aussi des joueurs aztèques et tente de lancer ce spectacle à la cour de Charles Quint.

Deux siècles plus tard, Charles Marie de La Condamine parti en Amérique pour mesurer un arc de méridien au voisinage de l'Equateur, découvre auprès des indiens de l'Amazonie (qui le connaissaient donc aussi de longue date) le latex et le caoutchouc. Ceux-ci en font alors des bottes, des bouteilles et imperméabilisent également des tissus. La Condamine transmet ses observations à Fresneau ingénieur du roi à Cayenne. Celui-ci va découvrir et décrire l'arbre à caoutchouc (hévéa) ; il réalise des objets en caoutchouc, en imagine les utilisations futures. L'Académie des Sciences de Paris révèle leurs travaux et suscite parmi leurs contemporains plus qu'une curiosité pour le caoutchouc qui est alors étudié assidûment dans les laboratoires. C'est d'Angleterre que viendront les premières découvertes pratiques : la mastication avec Hancock et l'imperméabilisation des tissus avec Mac Intosh.

Mais ce caoutchouc que l'on utilise pour effacer, imperméabiliser, fabriquer des tissus élastiques (jarretières, bretelles) devient collant quand il est exposé au soleil et cassant par temps froid. Ces inconvénients en limitent l'usage.

C'est cent ans après La Condamine que la solution arrive. Charles Goodyear découvre (fortuitement) qu'en chauffant un mélange de caoutchouc et de soufre, on stabilise définitivement les qualités élastiques du caoutchouc : c'est la vulcanisation. Hancock, en Angleterre arrive au même résultat et plus avisé que Goodyear, s'empresse de breveter sa découverte.

Les usages du caoutchouc vont prendre de l'ampleur. En 1845, Thomson fabrique le premier pneu qui peut résister 1 200 miles sur véhicule hippomobile et s'empresse de breveter sa découverte. Trop en avance sur son temps, il n'aura aucun succès. En 1850, la production mondiale de caoutchouc, qui vient du Brésil, atteint 1450 t.

Le vélocipède commence à se répandre et on applique aux roues des cercles de caoutchouc mais le produit coûte cher. En Angleterre, on décide d'en produire dans les colonies d'Asie du sud-est. Wickham, planteur britannique, installé au Brésil en 1876, recueille 70 000 graines d'hévéa sur le Tapajos, rapidement embarquées, elles traversent l'Atlantique en vingt-deux jours et sont mises à germer à Kew. Chalmers obtient 4 % de germination et accompagne des plants à Ceylan. L'année suivante, Kew envoie d'autres plants à Singapour, vingt-deux arriveront en bon état et seront à l'origine de la presque totalité des plantations de caoutchouc dans le monde.

La première récolte de latex à partir des hévéas introduits en Extrême-Orient a été faite en 1889 par Rideley, directeur du Jardin botanique de Singapour, qui contribua à leur diffusion dans cette partie du monde.

Mais, à cette époque, le caoutchouc est rare et cher. Toutes les plantes à latex sont sollicitées (Ficus elastica en Asie, Landolphia en Afrique, Castilloa, Mangabeira et Ceara en Amérique).

En 1888, Dunlop réinvente le pneumatique, d'abord à l'usage des bicyclettes. Il sera bien vite adopté par les premières voitures à moteur (la première auto sur pneus paraît dans la course Paris-Bordeaux en 1895).

Alors la consommation et le prix du caoutchouc augmentent. Le premier bénéficiaire est le Brésil : c'est la ruée vers le caoutchouc. Manaus en devient la riche capitale. Pendant ce temps, les plantations d'hévéa d'Extrême-Orient s'étendent.

Les premiers hévéas viables sont introduits de Ceylan en Indochine par Raoul, en 1897. En 1893, les jardins royaux de Kew envoient des hévéas au jardin d'Aburi en Gold Coast (Ghana). L'introduction en Guinée (jardin de Camayenne) et au Congo (jardin de Boma) date de 1897-1898 avec des plants expédiés par l'horticulteur français Godefroy-Lebeuf, issus de graines récoltées au Para (Brésil) par Poisson.

En 1911, le Brésil exporte 70 000 t de caoutchouc mais, dès l'année suivante, la production des plantations orientales va commencer à supplanter celles du Brésil.

C'est alors qu'apparaît le caoutchouc synthétique. En 1879, en effet, Bouchardat montre qu'il est possible de convertir de l'isoprène en un solide analogue au caoutchouc. Il faut attendre la guerre de 1914-1918 et les effets du blocus pour provoquer une production industrielle. D'abord tiré de la houille, le caoutchouc synthétique fut ensuite produit à partir du pétrole.

En 1938, la production mondiale de caoutchouc synthétique dépasse à peine 100 000 t, alors que celle du caoutchouc naturel atteint 1 400 000 t. Les japonais, en déclenchant la guerre du Pacifique, privent les U.S.A. et leurs alliés des sources de caoutchouc naturel. Tout est alors mis en oeuvre pour s'en procurer :

- recherche et exploitation des plantes à caoutchouc ; guayule aux U.S.A., euphorbes au Maroc et au Sénégal, cryptostegia en Haïti, caoutchouc sylvestre dans les colonies d'Afrique, du Sénégal au golfe de Guinée ;

- plantation d'hévéas en Amérique latine, du Guatemala au Brésil ;

- développement des recherches et des usines de caoutchouc synthétique.

Après la victoire des alliés, les stocks de caoutchouc naturel accumulés en Extrême-Orient sous l'occupation japonaise se présentent sur le marché et balaient les tentatives de production de caoutchouc par d'autres plantes que l'hévéa. Seul le caoutchouc synthétique aura gagné droit d'existence. Sa production au début des années 60 est sensiblement équivalente à celle du caoutchouc naturel (de l'ordre de 2.000.000 t), et elle est aujourd'hui deux fois supérieure.



L'ARBRE A CAOUTCHOUC

Il y a beaucoup de plantes à latex. Il y a peu de plantes à caoutchouc.

Le caoutchouc peut se trouver dans le latex (hévéa) ou bien directement dans les tissus de la plante (guayule).

L'hévéa est un des grands arbres de la forêt amazonienne qui n'a pas de caractéristiques extérieures particulières.

. Sa première particularité est de détenir dans son écorce un réseau de vaisseaux remplis de latex, indépendant de la sève.

Pour obtenir ce latex contenant 35 % de caoutchouc, il faut inciser l'écorce de l'hévéa. De la blessure va s'écouler le latex lequel sera recueilli dans un récipient propre. Ce prélèvement d'écorce aura la forme d'une spirale pour faciliter l'écoulement et la récupération du liquide.

. Ainsi on ne récolte pas un fruit mais un liquide physiologique. Ce liquide se reconstitue rapidement dans l'écorce (2-3 jours) ; on peut donc au bout de ce délai répéter la blessure et obtenir de nouveau la même quantité de caoutchouc.

. La récolte est régulière (bi hebdomadaire) tout au long de l'année, indépendante des saisons. Il n'y a donc ni moisson, ni vendanges dans le caoutchouc. Cela entraîne un revenu régulier pour l'exploitant. D'autant plus régulier que l'accord international sur le caoutchouc naturel entre pays producteurs et pays consommateurs supprime toute tentative de spéculation ou même de fluctuation du marché.

. L'incision de l'écorce n'étant pas profonde celle-ci se reconstitue petit à petit. Après quelques années on peut à nouveau inciser l'écorce au même endroit que la première fois.

. La durée d'exploitation de l'hévéa est extrêmement longue : (30 ans). Elle dépend essentiellement de la qualité du travail de l'ouvrier qui opère : le saigneur.



FABRICATION DU CAOUTCHOUC NATUREL

Le caoutchouc est contenu dans un liquide : le latex.

Pour l'utiliser et faciliter son transport, il est donc nécessaire de l'extraire puis de le sécher.

Ce séchage peut être total ; le caoutchouc se présente alors sous forme sèche (feuilles fumées, caoutchouc granulé compact) ou partiel ; il se présente alors sous forme humide (latex concentré)

. Forme sèche

. En acidifiant le latex on coagule le caoutchouc en une masse, analogue à du fromage blanc consistant, que l'on coupe en feuilles de 3 cm d'épaisseur. Ces feuilles sont suspendues dans des tunnels où circule un air sec à 60°, chargé de fumées. Au bout de plusieurs jours toute humidité a été éliminée. Ces feuilles fumées sont ensuite pressées en balles de 100 kg. Ce sont les feuilles fumées de caoutchouc ou Ribbed Smoked Sheets (RSS).

. Après une coagulation à l'acide comme précédemment, on va déchiqueter le coagulum en granulés. Ainsi, en augmentant la surface d'évaporation on va pouvoir augmenter le bilan énergétique du séchage et réduire la durée de l'opération. Celle-ci a lieu dans des tunnels chauffés à 110° et dure seulement 3 heures. Les granulés secs sont ensuite pressés en balles de 33 kg plus maniables que les précédentes : c'est le caoutchouc granulé. Ces deux formes de caoutchouc secs sont commercialisés en palette de 1 tonne.

. Forme humide

le latex à peine sorti de l'arbre passe dans des centrifugeuses qui éliminent la partie la plus lourde c'est-à-dire l'eau et porte la concentration en caoutchouc à 60 %. C'est le latex concentré qui servira à la fabrication d'objets au trempé comme les gants chirurgicaux très demandés ces temps-ci. Le latex concentré est commercialisé en fut de 200 litres.